

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Editorial Un message fort !

Depuis le 30 août 2023, date de l'arrivée au pouvoir du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), jamais les Gabonais n'ont été autant abreuvés du vocable actuellement en vogue en Afrique "le retour à l'ordre constitutionnel".

Il nous a été abondamment servi par les Organisations continentale (Union africaine), régionale (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale) et aussi internationales (Commonwealth, Francophonie, etc.). De nombreux pays (Etats-Unis, France, etc.), se sont aussi fait les chantres des principes démocratiques et d'un retour à la normalité (passons le débat suscité par ce terme).

il est nécessaire que les uns et les autres taisent leurs egos, et que d'autres cessent de servir les intérêts de ces partenaires du Gabon davantage soucieux du maintien de leurs acquis.

Avec la prise de pouvoir par les militaires, pendant que les Gabonais saluaient à l'unisson ce renouveau, s'accordaient pour poser les bases. Pendant que les autorités donnaient les premières réponses aux fortes et légitimes attentes des populations, ces différents partenaires ont, d'une manière ou d'une autre, exercé des pressions multiformes sur les nouvelles autorités. Entre sanctions, gel, suspension de la coopération, tout a été brandi. L'exigence d'un chronogramme en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel dans des délais raisonnables. Certains se sont même livrés à des hypothèses de six mois, quand d'autres bien que prudents, tablaient sur deux voire trois ans, activant en sourdine des acteurs locaux pour maintenir la pression.

C'est dans ce climat partagé entre apaisement, tension, doute et assurance qu'intervient naturellement le calendrier politique de la Transition gabonaise promis par les nouvelles autorités. Deux mois après leur avènement, ce chronogramme, quoique présenté comme projet, est la résultante d'une intense action politique marquée par l'adhésion de l'ensemble des forces vives, la mise en place des institutions et une offensive diplomatique rondement menée par le général Brice Clotaire Oligui Nguema auprès de plusieurs de ses pairs africains et autres dirigeants. Cela, pour les rassurer de sa détermination à conduire cette phase politique visant la refondation de notre pays.

Au final, on peut dire que le CTRI vient d'adresser un message fort aussi bien à la Communauté nationale qu'internationale, dans la réalisation d'une promesse faite à l'entame de son magistère. C'est ce qu'il convient de retenir. Il s'agit-là, incontestablement, d'une avancée notoire dans le processus en cours. Le tout, aussi, dans la perspective de la levée totale ou partielle (c'est selon)-du moins on l'espère- des sanctions en l'encontre du Gabon.

Dans cet ordre d'idées, cet agenda permet de clarifier les choses quant à la volonté des militaires de répondre aux espoirs et la confiance suscités auprès de leurs compatriotes. Maintenant que ce projet est connu, il est important que tous les acteurs accompagnent le CTRI dans la réalisation des différentes étapes en jouant la carte de l'adhésion, en apportant chacun sa pierre à l'édifice de construction d'une nouvelle ère démocratique dans notre pays. Pour ce faire, il est nécessaire que les uns et les autres taisent leurs egos, jouent franc-jeu et que d'autres cessent de servir les intérêts de ces partenaires du Gabon davantage soucieux du maintien de leurs acquis. L'idéal étant que tous militent pour la réussite de la Transition lancée le 30 août dernier.

Lin-Joël NDEMBET

Projet de chronogramme de la Transition

Réactions



Photo: Jocelyn Abila

• **Michel Ongoundou Loundah (sénateur) :** " Pour moi, le chronogramme tel que l'a décliné le CTRI dans son dernier communiqué, et comme ça a d'ailleurs été précisé, n'est qu'une indication, une projection. Tout cela sera confirmé ou amendé par le Dialogue national inclusif que l'on nous annonce pour le mois d'avril de l'année prochaine. Mais seulement, je pense qu'il ne faut pas se tromper d'objectif. Ce que les Gabonais attendent avant tout, c'est que le pays soit doté d'institutions stables et véritablement démocratiques. C'est ça l'objectif. La Transition, sa durée et tout ce qu'il y a autour, ce sont les moyens pour atteindre ces objectifs. Donc il ne faut pas que l'on

confonde les moyens et les objectifs. Pour revenir à l'essentiel, on dira que ce chronogramme est un projet. Maintenant on verra en fonction des circonstances du moment, parce que dans un contexte comme celui de notre pays, il faut faire preuve à la fois de pragmatisme et d'humilité. Tout comme il faut éviter de s'enfermer dans des positions dogmatiques qui pourraient nous conduire vers une impasse. "



Photo: Jocelyn Abila

• **Joël Ngoueneni Ndzengouma (député, président du parti 7MP) :** " Le 7MP a accueilli avec satisfaction, la publication officielle du projet de chronogramme de

la Transition. En effet, les acteurs politiques et les populations sont désormais fixés, par rapport aux dates des grandes étapes de la Transition. C'est ici l'occasion de réitérer nos sincères félicitations au CTRI, particulièrement au président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, pour les actions de restauration qui permettent aujourd'hui au peuple gabonais d'espérer en des lendemains meilleurs. Par ailleurs, il est capital de rappeler que le Référendum est une élection politique. Par conséquent, il est important de s'interroger et de faire constater que la tenue du Référendum avant la rédaction du Code électoral, la mise en place de la Commission électorale et la confection de la liste électorale, requiert qu'une réflexion soit menée, afin de combler un vide apparent qui pourrait poser problème. Cependant, vu l'élan impulsé et les premiers résultats obtenus, le 7MP s'autorise de croire que c'est encore possible, le Gabon est sur les bons rails. C'est pourquoi nous invitons les Gabonais et les amis du Gabon à davantage s'impliquer et s'investir, pour que la Transition gabonaise soit une réussite et une référence, afin que le temps heureux rêvé par nos ancêtres arrive enfin chez nous. "

Sénat/Commissions permanentes : Le respect des équilibres

J.K.M
Libreville/Gabon

LE Sénat de la Transition est dans sa configuration définitive. Et pour cause, après l'adoption de son Règlement le 30 octobre dernier, les différentes Commissions permanentes ont été récemment mises sur pied. Au nombre de six, celles-ci sont l'émanation de la composition de cette Chambre du Parlement. Tant on y retrouve aussi bien les représentants des Forces de défense et de sécurité (FDS) que les politiques, les acteurs de la société civile, etc.

Fait remarquable, aucun membre de l'ancien parti au pouvoir n'est à la tête d'une Commission. D'autant plus que Barnabé Indoumou Mamboungou, à qui a échu la présidence de la Commission des Lois, des Affaires administratives, chargée des Droits de l'Homme, est apparenté au titre des "personnalités". Ce qui laisse à penser que ce hiérarque du Parti démocratique gabonais (PDG) a pris



Photo: DR

La présidente du Sénat, Paulette Missambo, lors d'une récente rencontre avec les membres des Commissions permanentes.

ses distances avec la formation politique dont il fut l'élu au palais Léon-Mba au 3e siège du département de la Lolo-Bouenguïdi pendant plusieurs mandats. Ceci étant, la Commission des Finances, du Budget et des Comptes économiques de la Nation sera présidée par Emmanuel Ntoutoume Ndong, cadre de l'Union nationale (UN). Avec lui, trois autres figures de l'ancienne opposition se sont vues également porter à la tête des Commissions.

Il s'agit notamment de Faustin Laurent Bilie Bi Essone du Ras-

semblement pour la patrie et la modernité (Affaires économiques, du Commerce, de la Production et des Échanges), Berthe Boukou Bokoko-Pecke des Démocrates (Santé, Éducation, Affaires culturelles, sociales et Communication) Et Thomas Ibinga Mbougou du Parti pour le changement (Collectivités locales). Entendu que la générale Fabienne Ovuoungissa a été portée à la tête de la Commission des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration régionale et de la Défense nationale.